



**Rapport analytique du quatrième Forum  
consultatif sur le financement dans le secteur  
du café**

### **Contexte**

1. Le quatrième Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café a eu lieu pendant la 113<sup>e</sup> session du Conseil international du Café à Londres (Royaume-Uni), le 23 septembre 2014. Le Forum était présidé par M. Juan Esteban Orduz, Président-Directeur général de la Fédération colombienne du café. Le thème du Forum était "Comment les pays producteurs peuvent-ils collaborer efficacement avec les institutions financières multilatérales et les donateurs pour veiller à ce que le financement de ces organisations réponde aux besoins des producteurs". L'objectif était d'établir un dialogue direct avec les institutions multilatérales et bilatérales, les donateurs et les prêteurs sociaux pour examiner et mettre en œuvre des plans concrets de réduction de la pauvreté et de création de richesse dans les communautés rurales tributaires de la production de café.
2. Les présentations et les documents de référence du Forum peuvent être consultés sur le site Web de l'OIC à <http://www.ico.org/forum4-f.asp>.

## **RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU QUATRIÈME FORUM CONSULTATIF SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ**

### **Allocutions de bienvenue et remarques liminaires**

1. Le Directeur exécutif a souhaité la bienvenue aux participants du quatrième Forum et a noté que les trois rencontres précédentes avaient porté sur des sujets comme la gestion du risque de prix et les avantages du regroupement. L'objectif principal du quatrième Forum était de discuter des défis auxquels sont confrontés les producteurs de café et d'élaborer des plans pour y faire face. La volatilité des marchés est un facteur de déstabilisation qui a des effets négatifs sur les planteurs, et il est à espérer que l'accès aux outils nécessaires par les planteurs pourra être amélioré.
2. Le Président a souhaité la bienvenue aux participants et a posé une question aux institutions financières présentes : comment les Membres de l'OIC peuvent-ils accéder à leurs services, et comment l'OIC pourrait-elle jouer le rôle de facilitateur pour que les délégués collaborent efficacement avec les institutions donatrices ? Une séance de réseautage était prévue à l'ordre du jour et les Membres ont été encouragés à tirer le meilleur parti de cette occasion pour avoir des entretiens individuels avec les représentants des institutions financières.

### **Aperçu**

3. Le Chef des opérations a brossé un bref aperçu de l'évolution du Forum ; la première rencontre a porté sur les aspects théoriques de la gestion du risque de prix, la deuxième sur la manière de mettre ces instruments à la disposition des planteurs et la troisième sur la question du regroupement et de l'organisation des planteurs. Cette quatrième rencontre du Forum vise à être plus pratique, et des débats animés devraient s'engager lors des réunions de groupes et des séances de réseautage au cours de la journée.

### **Présentation du rapport conjoint Banque mondiale/OIC sur le risque et le financement**

4. M. Roy Parizat (Banque mondiale) a donné un aperçu de l'étude menée par la Banque mondiale en collaboration avec l'OIC sur le risque et le financement dans le secteur du café. Cette étude cherche à répondre à la question : comment améliorer le marché du financement ? L'accent a été mis principalement sur les petits exploitants, mais aussi plus généralement sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Le document contient plusieurs études de cas sur la gestion des risques afin de faciliter les services financiers. Il a été noté que les institutions financières hésitaient à financer le secteur du café, parce que le risque y était souvent difficile à quantifier. Ce rapport vise à fournir davantage d'informations et à

combler cette lacune, en examinant ce qui peut être fait dans le secteur du café. Il insiste également sur ce que les gouvernements peuvent faire pour encourager l'investissement dans le secteur du café, et comment la fourniture d'instruments financiers peut être mutuellement bénéfique et mise en œuvre de manière durable. Le rapport n'a pas encore été publié, mais s'il est approuvé, on espère que la technologie moderne pourrait servir à le diffuser et à le rendre aussi utile que possible.

#### **Présentations des représentants des institutions multilatérales**

*M. Panos Varangis, Société financière internationale (IFC)*

5. L'IFC est la branche du secteur privé de la Banque mondiale. L'un de ses axes stratégiques est l'agro-industrie et elle fait appel à une approche de la chaîne de valeur intégrée. L'objectif principal est d'atteindre les petits exploitants et les petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire des partenaires locaux. Le café est clairement une denrée vitale pour les marchés émergents, la majorité de la production provenant de petits producteurs. Le café est aussi une importante source de revenus dans les pays en développement à faible revenu, et une source importante de revenus agricoles pour les pays producteurs. L'IFC a piloté un certain nombre de projets dans divers pays et le principal enseignement qui en a été tiré est qu'il est nécessaire de former des partenariats avec des acteurs dans les pays producteurs. Le financement n'est pas seulement un moyen pour parvenir à une fin mais il doit être associé à une assistance technique et une formation pour être efficace.

*Mme Mona Sur, Banque mondiale*

6. La Banque mondiale a adopté une approche thématique pour le secteur du café, en mettant l'accent sur l'augmentation de la productivité, l'établissement de liens entre les planteurs et les marchés, la réduction des risques et l'amélioration des services de l'environnement et la durabilité. Elle traite directement avec les gouvernements, en apportant un soutien aux programmes nationaux, même si, en fonction des projets, les prêts ou les subventions vont à d'autres institutions. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple, la Banque mondiale a conduit un projet de 35 millions de dollars en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) ; ce projet a été mis en œuvre grâce à des partenariats locaux sur le terrain. Un grand nombre d'exploitants ont reçu une formation à la suite du projet, et un accent particulier a été mis sur la participation des femmes, qui sont souvent très actives dans l'agriculture. Le projet a donc été adapté pour impliquer les femmes dans les services de vulgarisation des questions liées au café.

*Mme Naomi Chakwin, Banque asiatique de développement (BAsD)*

7. La BAsD fournit un financement d'environ 2 milliards de dollars par année à l'agriculture, avec des projets en cours au Laos, en collaboration avec le FIDA sur le développement de la chaîne de valeur. Une question clé était de savoir comment créer des partenariats public-privé efficaces, à l'aide de partenariats communautaires pour soutenir la décentralisation. A ce jour, 3 500 foyers de planteurs ont été ciblés, avec des résultats clairs en termes d'amélioration des moyens de subsistance et des rendements. Le développement de la transformation et du stockage a également permis d'augmenter les prix à la production, et donc les revenus en espèces. Il est à espérer que ces projets pourront être étendus au-delà du Laos afin de cibler davantage de planteurs.

*M. Parvindar Singh, Fonds commun pour les produits de base (FCPB)*

8. Le FCPB finance principalement des petits projets, avec un accent sur le recyclage des fonds. Une analyse de l'ensemble de la chaîne de valeur a été effectuée et des partenariats ont été créés avec des institutions locales. Dans le passé, le FCPB fournissait davantage de financements par dons mais, récemment, la situation a évolué vers les prêts. Le FCPB a financé 38 projets sur le café, d'une valeur totale de 106,8 millions de dollars, dont 56,8 millions de dollars provenaient directement du FCPB. La question la plus importante était le ciblage précis des interventions de lutte contre toutes les contraintes identifiées.

*M. Ricardo Vargas del Valle, Banque interaméricaine de développement (BID)*

9. Depuis 1961, la BID a approuvé 15 milliards de dollars de prêts à l'agriculture dans la région Amérique latine et Caraïbes. La région dans son ensemble dispose d'un grand potentiel d'augmentation de sa production agricole, et 75% des populations rurales pauvres sont tributaires de l'agriculture comme principale source de revenus. Pourtant, le secteur agricole doit faire face à plusieurs défis. La croissance de la productivité agricole a été lente par rapport aux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et la répartition des bénéfices de la croissance a été inégale. Le changement climatique représente également une grave menace pour la croissance future. L'approche stratégique de la Banque dans la région comportait quatre domaines d'intervention : l'élimination des obstacles dans les mécanismes de transmission de prix ; l'amélioration de l'efficacité, de la couverture et de la qualité des dépenses publiques en milieu rural pour favoriser l'investissement ; l'appui à la fourniture de services agricoles et d'infrastructures rurales efficaces et modernes ; et l'encouragement des programmes d'appui directs temporaires axés sur l'adoption de la technologie.

### **Discussions de groupe avec les représentants des institutions bilatérales**

10. Cette séance a été consacrée à la façon dont les gouvernements, le secteur privé et d'autres pourraient engager le dialogue avec les organismes bilatéraux afin de faciliter l'assistance financière et technique aux activités du secteur du café qui répondent aux besoins des producteurs. Elle a réuni des participants de l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID), du Centre pour la promotion des importations des pays en développement (CBI, Pays-Bas), de Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft (DEG, Allemagne), de la Banque néerlandaise de développement (FMO), de GIZ (Allemagne), de l'Istituto Agronomico per l'Oltremare (IAO, Italie), de l'Istituto Italo-Latino Americano (IILA, Italie) et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

11. La première question posée était de savoir comment les pays peuvent engager le dialogue avec ces institutions. Cette pratique varie d'un établissement à l'autre, mais la plupart des agences travaillent avec des acteurs publics et des acteurs privés. Les partenariats public-privé ont un objectif commun d'acheminer des fonds vers les pays producteurs. L'importance du moment a été soulignée, ainsi que la nécessité pour les bénéficiaires potentiels d'être en contact étroit avec les organismes de financement.

12. Le groupe a examiné comment le financement des partenariats public-privé pouvait être mis en place, par exemple dans les cas où seul un financement partiel a été mobilisé. Dans de nombreux cas, les contributions des pays bénéficiaires peuvent se faire en nature, plutôt qu'en espèces. En outre, il existe de nombreux types de partenariats, avec des impératifs différents, même au sein des mêmes institutions. Pour de nombreux bailleurs de fonds, il est important que le projet ait un intérêt public et soit conforme aux priorités nationales de développement.

13. On a demandé aux participants des informations sur leurs programmes de genre et dans quelle mesure le genre était un facteur dans leurs priorités de financement. Pour de nombreuses institutions, tout programme de prêt est accompagné de critères spécifiques sur l'impact de genre, et cela doit être pris en considération dans l'évaluation de toute proposition. Cette question est particulièrement importante pour le secteur du café, car de nombreux pays producteurs ont souffert de violences dans le passé et de nombreuses plantations de café sont dirigées par des femmes. De nombreuses institutions engagent donc des programmes pour soutenir les coopératives et les associations de femmes.

14. Enfin, le groupe a examiné ce qu'il pensait être les problèmes auxquels serait confronté le secteur du café dans un avenir proche. L'augmentation de la productivité a été jugée essentielle afin d'améliorer le revenu des planteurs et cette question ne peut pas se traiter dans une perspective à court terme. Il est à craindre que les planteurs de taille

moyenne ne soient pas en mesure de vivre de la culture du café et cette question nécessite une collaboration entre les pays consommateurs et les pays producteurs. Une façon d'aborder cette question est l'assistance technique, pour augmenter la productivité et la qualité du café, et l'encouragement des planteurs à diversifier leurs sources de revenus. Une autre préoccupation est l'impact du changement climatique et l'augmentation de la fréquence des épidémies de ravageurs et de maladies, par exemple la crise actuelle de la rouille des feuilles en Amérique centrale. Pour faire face à ces diverses menaces, les planteurs doivent avoir accès au financement et les difficultés telles que la petite taille de l'exploitation, l'absence de garanties et de registres financiers doivent également être prises en compte.

#### **Discussion de groupe : financement social et durable**

15. Cette session avait pour but de répondre à la question de savoir comment les gouvernements pourraient travailler avec les prêteurs sociaux et durables pour faciliter le développement du financement. En outre, comment les exportateurs et les négociants du secteur privé peuvent-ils collaborer avec les prêteurs sociaux pour faciliter le financement de leurs partenaires producteurs, et comment les organisations de producteurs peuvent-elles accéder directement aux services de ces prêteurs ? Le débat était animé par la Fondation Progreso et comprenait des représentants de l'IDH, de la Fondation Neumann, du Fonds rural Rabobank, de ResponsAbility, Shared Interest, Triodos Invesment et FAST.

16. De nombreuses difficultés empêchent les organisations de producteurs d'accéder au financement. Par exemple, pour accéder au financement commercial, un producteur doit fournir les registres comptables et les documents nécessaires pour prouver sa solvabilité. Certaines organisations sont à un stade de développement où elles peuvent répondre à cette exigence mais beaucoup d'autres ne l'ont pas atteint. Pour d'autres, il s'agit plus de démontrer un engagement au commerce et au développement durable, en mettant l'accent sur les petits planteurs. Cela se fait normalement en travaillant avec les organismes de certification, mais l'identification des organisations de producteurs peut encore être difficile, et des travaux complémentaires doivent être faits. Il a été suggéré que l'OIC aide les institutions de financement à identifier les organisations de producteurs concernées dans les pays producteurs de café.

17. Une autre difficulté de l'accès au financement peut être le manque de coopération des gouvernements. Les contrôles gouvernementaux peuvent rendre difficiles les opérations des prêteurs sociaux dans certains pays. Dans le passé, un problème de méfiance entre les gouvernements et les institutions financières s'est également posé en raison du non remboursement de prêts et de la saisie des garanties. De nouveau, l'OIC pourrait jouer un rôle en dialoguant avec les gouvernements et en aidant à rétablir la confiance.

18. Enfin, le groupe a examiné ce que l'OIC devrait faire pour soutenir les petits planteurs sur le marché. Il a été noté que la faiblesse des prix, et donc des revenus des planteurs, était un problème majeur dans le secteur du café. Les revenus des producteurs de café ne sont pas suffisants pour qu'ils puissent réinvestir dans leurs plantations, et l'OIC devrait exercer des pressions en faveur d'une réglementation qui garantirait la transparence du marché. L'OIC pourrait également aider les planteurs à atténuer les risques, éventuellement en créant un mécanisme de couverture à long terme. Le Directeur exécutif a confirmé que l'OIC était actuellement en pourparlers afin d'améliorer les possibilités de couverture des prix à long terme.

#### **Discussions sur les résultats et les prochaines étapes**

19. Il a été noté que l'OIC pourrait jouer le rôle de facilitateur pour mettre les pays producteurs en contact avec les institutions financières et donner des conseils pratiques sur la meilleure façon de communiquer. Par exemple, si un pays producteur cherche à mettre en œuvre un projet visant à aider les producteurs de café, l'OIC pourrait fournir des informations sur les institutions à contacter et sur le processus de financement. Cela pourrait devenir une activité permanente des travaux de l'OIC, et la première étape sera une rencontre de suivi en mars, où les institutions donatrices pourront présenter des informations pratiques sur la façon de structurer une proposition de projet dans le but d'obtenir un financement. Le rôle de l'OIC dans ce processus sera d'agir en tant que facilitateur.

20. Il a été souligné que les propositions de projet nécessitaient beaucoup de préparation et d'analyse, souvent avec des exigences très spécifiques. La proposition que l'OIC mette en place un atelier spécifique sur l'élaboration des projets, avec la participation des banques de développement et autres institutions financières, a donc été chaleureusement accueillie.

#### **Remerciements**

21. Le Président a remercié tous les orateurs et participants pour leur soutien et leurs précieuses contributions, compte tenu notamment des longs voyages que de nombreux représentants ont dû faire pour participer. Il a également remercié le personnel de l'OIC pour son travail acharné d'organisation du Forum.